

L'EXALTATION DU SENTIMENT NATIONAL DANS LA RETHORIQUE DE MOBILISATION ET DE RESISTANCE DU CAMP GBAGBO.

BANGA ARTHUR¹

RÉSUMÉ

Moins de deux ans après son accession au pouvoir, Laurent GBAGBO est confronté à une rébellion armée qui occupe la partie nord de la Côte d'Ivoire. Dans l'impossibilité de la vaincre militairement, il a recours à ses partisans pour contrer son avancée. Ceux-ci se mobilisent pour « résister » et pour peser en faveur de leur leader dans le long processus de négociation politique censé sortir la Côte d'Ivoire de la tourmente. Pour ratisser large et se donner une vraie légitimité, ces derniers font du sentiment national voire africain le maître-mot de leur mobilisation. Laquelle mobilisation permet à leur « champion » de conserver tant bien que mal son pouvoir durant une décennie et de faire figure, pour la plupart des Africains de gauche, de héros de la lutte contre le néo-colonialisme.

Mots-clés : Côte d'Ivoire – Sentiment national – Patriotisme – France – Afrique.

SUMMARY

Less than two years after coming to the head of Côte d'Ivoire, Laurent GBAGBO faced an armed rebellion/ rising/revolt that besieged all the north of the country. Unable to overcome it militarily, he appeals for his devotees to end the struggle. To « withstand and extinguish » the so-called but also to prove their entire support, these henchmen stand to fight for their leader during the long political negotiation process in order to soothe the storm. To rake, legitimate and justify their action, their leitmotiv was the national in truth the african feeling. This mobilisation allows their « champion » to keep his place as well as possible during a decade, but also to be seen by the africans of the opposition as the hero of the struggle against neo-colonialism.

Keywords : Cote d'Ivoire - National feeling – Patriotism – France - Africa

1- Docteur en histoire, assistant à l'université Houphouët-Boigny.

INTRODUCTION

Arrivé au pouvoir en octobre 2000 dans des conditions qu'il a jugées lui-même «calamiteuses», Laurent GBAGBO ne parvient pas exorciser la Côte d'Ivoire des démons de l'instabilité politique et de la division. Pis, la violence débutée par le coup d'Etat du 24 décembre 1999 atteint son pic dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002. Cette nuit-là, une tentative de coup d'Etat avortée se mue en rébellion armée, consacrant la partition du pays en deux zones : la moitié nord, sous le contrôle des rebelles des forces nouvelles et, le sud, resté aux mains des forces gouvernementales. En effet, le régime GBAGBO tangué mais ne vacille pas. Les affrontements militaires n'étant pas parvenus à faire basculer le rapport de force dans un camp comme dans l'autre, c'est désormais sur le front politique que se mène le combat. Les belligérants cherchent à gagner le soutien de l'opinion. C'est dans ce contexte que les partisans de GBAGBO se mobilisent dans un premier temps pour «libérer» le pays puis, à défaut, pour «résister» et peser au maximum dans le processus de négociations politiques qui jalonna la décennie de crise. Une flopée de groupes de soutien à Gbagbo voit le jour. De «l'alliance pour le sursaut national» aux «patriotes», les mouvements proches de GBAGBO font du sentiment national voire africain, mais aussi de l'exhumation des premiers résistants à la colonisation et des leaders panafricanistes les maîtres-mots de leur mobilisation. Ceci, au point que la presse ivoirienne les regroupe sous le vocable de «galaxie patriotique». Dans quelle mesure le recours à l'exaltation du sentiment national a-t-il constitué une «arme» pour le camp de GBAGBO ? Quelles sont les conséquences de cette stratégie de résistance ?

C'est à ce faisceau de questions que ce texte tentera d'apporter une réponse. Ceci en analysant dans un premier temps, les raisons qui ont motivé l'adoption d'une telle stratégie ? Avant d'expliquer les modalités de sa mise en œuvre puis ses conséquences.

L'étude de la pléiade de discours des leaders de la « galaxie patriotique » et les entretiens qu'ils nous ont accordés seront la base de nos sources pour cette communication. A cela, il est bon d'ajouter les articles de périodiques et les nombreux essais sur la crise ivoirienne qui sont aussi des moyens de mettre en lumière le poids du sentiment national dans les discours des pro-Gbagbo en Côte d'Ivoire.

1. LES RAISONS D'UN DISCOURS A RELENTS NATIONALISTES

Si GBAGBO a vite fait de surfer sur le sentiment national des Ivoiriens, c'est parce que l'environnement national et les relations extérieures de la Côte d'Ivoire s'y prêtent aisément. Mais, c'est avant tout, les faiblesses des militaires (FANCI), incapables de rétablir l'intégrité territoriale du pays, qui amène le président à songer à la mobilisation nationale.

1-1. L'impossible reconquête militaire

Dans leurs attaques du 19 septembre 2002, les rebelles ciblent des objectifs militaires à Abidjan, Bouaké et Korhogo. Si les FANCI parviennent à faire échec aux projets de la rébellion à Abidjan, celle-ci s'établit à Bouaké et de cette position, occupe en quelques jours la moitié nord du pays. Entre temps, GBAGBO, en visite officielle en Italie, regagne Abidjan le soir du 20 septembre puis s'adresse à la Nation. Si le

ton est guerrier comme le montre cet extrait : «ne vous y trompez pas, c'est la Côte d'Ivoire qui est attaquée (...) Je suis donc rentré pour continuer la bataille que les forces (...) ont entamée»², GBAGBO est tout de même conscient des failles de son outil de défense et reste réservé sur l'option militaire. LIDA KOUASSI, ministre de la défense au moment du déclenchement de la crise le confirme : «J'envisage donc dès le 23 septembre, de lancer les forces loyalistes à l'assaut de cette ville (...). Le Président qui considère qu'une telle offensive serait prématurée, hésite à me donner son accord»³. En effet, l'Armée ivoirienne est malade, elle est divisée, ses hommes et son équipement laissent à désirer. D'ailleurs, dans son allocution, le Président met en exergue quelques-unes de ces failles. Il énonce en premier la pyramide des grades complètement anormale qu'il explique par les mesures prises par ses prédécesseurs : «en 1990, quand les soldats se sont rebellés, pour les calmer, Houphouët leur a concédé que les soldats pouvaient rester dans l'armée jusqu'à 55 ans. (...) dans une armée normale, il y a à peu près un sous-officier pour quatre soldats. Aujourd'hui, avec cette mesure, nous avons un sous-officier pour un soldat et demi.»⁴. Ensuite, il évoque la question des *Zinzin* et *Bahéfoué*, puis, celle de la classe 98/2A⁵. Cela dit, en soulevant ces problèmes-là et les solutions en discussion, GBAGBO envisage de contrer l'idée selon laquelle les offensives menées par les rebelles répondent à des revendications matérielles. Ceci d'autant plus que certaines voix se lèvent pour attribuer leur paternité aux *Zinzin* et *Bahéfoué*⁶. De fait, il feint d'ignorer les divisions intervenues au sein des FANCI et qu'il a du mal à cicatriser.

En effet, la transition militaire accentue les frictions au sein de l'Armée. Une série d'incidents impliquant les militaires traduit ces tensions. Une mutinerie éclate dans plusieurs camps militaires les 4 et 5 juillet 2000, un supposé coup d'état est déjoué le 7 août. Le pic est atteint dans le 18 septembre avec l'attaque de la résidence du chef de la junte, le Gal Robert GUEÏ. Comme pour les précédents événements, il s'en suit une chasse aux sorcières. La transition militaire, tel un bourreau, s'accompagne de véritables purges dans l'Armée. Plusieurs militaires sont écroués et d'autres empruntent le chemin de l'exil qui les conduit au Burkina voisin⁷. Ce tableau déjà noir de l'Armée ivoirienne est davantage assombri par l'analyse de son matériel. Il est dans un piteux état. LIDA KOUASSI nous livre un aperçu de son état de déliquescence. *Au niveau de l'équipement (...)* ⁸:

- On note un taux de disponibilité de moins de 20% pour les moyens de mobilité, de 15% pour l'armement et de 11% pour les moyens de communication et de transmission ;

- En moyens aériens sur 5 alpha jets composant la flotte de la base aérienne de Bouaké, seulement 2 sont en état d'activité ;

2- (L) GBAGBO, « discours à la nation » in *Fraternité matin* du 21 septembre 2002, pp4-5

3- (M) LIDA KOUASSI, *Témoignage sur la crise ivoirienne*, Paris, l'Harmattan, 2010, p.229

4- (L) GBAGBO, *art. cit.*

5- Les *Zinzin* et les *Bahéfoué* sont environ 500 démobilisés rappelés dans l'armée par le Gal Robert Gueï au lendemain de son putsch pour constituer sa garde personnelle sans être inscrits régulièrement comme soldats des FANCI. La classe 98/2A a été appelée et refuse sa démobilisation après les 18 mois de service.

6- « Afrique matin » du 19 septembre 2002 accessible sur *rfi.fr*

7- (T) HOFNUNG, *La crise en Côte d'Ivoire, dix clés pour comprendre*, Paris, La découverte, p57-60.

8- (M) LIDA KOUASSI, *art. cit.*, p. 176

- En armement naval, on ne dispose plus que d'un bâtiment opérationnel et de quelques zodiacs ;

Selon son successeur, Bertin KADET, le BCP, l'unité d'élite de parachutistes ivoiriens dispose de plusieurs véhicules (...) dont la plupart sont immobilisés (...) et seulement 34% de ses armes sont en état de fonctionner⁹. On comprend bien les réticences de GBAGBO qui seront confirmées par l'échec de la tentative de reprise de Bouaké le 7 octobre 2002.

Cette situation est imputable aussi aux options stratégiques ivoiriennes dont les principaux contours ont été définis par HOUPHOUËT. Elles limitent les ressources budgétaires consacrées à la défense au profit des problèmes sociaux et s'en remet à l'accord de défense signé avec la France. Malgré son opposition légendaire à HOUPHOUËT, GBAGBO reste fidèle à cette conception¹⁰ et constate avec amertume que l'Armée ivoirienne ne peut à elle seule lui assurer la défense de son territoire. Dès lors, il entreprend d'associer l'éventuelle riposte militaire à la mobilisation populaire. Le peuple est d'autant plus nécessaire que la France rejette la demande d'activation de l'accord de défense¹¹. Sa mobilisation et son action sont favorisées par les années qui précèdent la crise, lesquelles ont placé la question de la nationalité et donc indirectement de la patrie et les relations extérieures de la Côte d'Ivoire au cœur du débat politique.

1-2. Une décennie d'ivoirité

La Côte d'Ivoire de 1990 n'est pas en marge des mutations mondiales. La grave crise économique qui la touche depuis le début des années 80 et le contexte international favorisent des contestations sociales et politiques. Cette atmosphère délétère oblige HOUPHOUËT à autoriser le multipartisme. Dans cette nouvelle aventure, le pays perd son premier président le 7 décembre 1993. Il s'en suit une guerre de succession entre le dauphin constitutionnel, Konan BEDIE et le premier ministre Alassane OUATTARA. Grâce à la loyauté de l'armée et de la gendarmerie mais aussi au soutien de la France, BEDIE s'installe au pouvoir¹². Mais *cet affrontement feutré inaugure une longue période de turbulences politiques qui iront crescendo*¹³ et qui auront pour principale objet de querelles la question de l'éligibilité liée elle-même celle de la nationalité.

En effet, à l'approche des élections de 1995, le pouvoir BEDIE fait adopter un nouveau code électoral qui va dans le sens d'une *ivoirisation* du corps électoral et des candidats. Il retire le droit de vote aux étrangers et stipule en son article 49 que pour être candidat à la présidentielle il faut être *né de père et de mère ivoiriens de naissance*. D'aucuns y voient une manœuvre pour écarter OUATTARA de la course à la présidence. Au même moment, BEDIE lance le concept de l'ivoirité pour promouvoir *l'exception culturelle de l'Ivoirien*. Hélas, ce concept culturel, n'a pas résisté aux confusions et aux excès de toutes sortes. Galvaudé et instrumentalisé à souhait, il

9- (B) KADET, *La politique de défense et de sécurité de la Côte d'Ivoire*, Paris, l'Harmattan, 2012, p.56

10- (S) EHVET GBAGBO, *Paroles d'honneur*, Paris, Ramsay, 2007, p.226-227

11- (M) LIDA KOUASSI, *op. cit.* p.229

12- Ibid.

13- (T) HOFNUNG, *op. cit.* p.28

devient le symbole de l'exclusion, de la xénophobie et le ferment de *divisions internes*¹⁴. *Le problème de la nationalité de OUATTARA allait définitivement empoisonner la vie des Ivoiriens*¹⁵. La presse, alignée sur les partis politiques, multiplie les polémiques et affrontements autour de l'ivoirité et de l'éligibilité de OUATTARA devenue son corollaire. Elle embarque dans ce conflit toute l'opinion. Cette ambiance suffocante s'amplifie en 1999¹⁶. La tension est palpable. L'appartenance à la patrie ivoirienne menace déjà l'unité du pays et pour bien d'observateurs, la guerre civile n'est plus très loin. C'est dans ce climat que le 24 décembre 1999 se produit le premier coup d'Etat en Côte d'Ivoire.

Ces pères Noël en treillis promettent *balayer la maison*. Pourtant, l'espoir est de courte durée. Les militaires se font remarquer par des dérapages incessants¹⁷ et les cliquetis des armes meublent désormais le quotidien des Ivoiriens. Pis, la sérénité politique tant espérée n'est qu'une chimère. En fait, la transition prévoit un retour à l'ordre constitutionnel à l'issue de l'adoption d'une nouvelle constitution et de l'organisation d'une élection présidentielle. Une fois encore, réapparaît la combinaison « ivoirité galvaudée – nationalité de OUATTARA ». La nouvelle constitution en son article 35 ravive les tensions. Les discussions et les commentaires portent sur cet article, particulièrement sur deux conjonctions qui prêtent à confusion selon que l'on se trouve dans l'un ou dans l'autre camp: le *et* et le *ou*. Pour être candidat à la présidence faut-il être de père *et* de mère d'origine ivoirienne ou de père *ou* de mère d'origine ivoirienne ? Voilà le débat lancé. Si dans un premier temps, les partisans de OUATTARA semblaient dominer la rue du fait d'un PDCI RDA atteint d'une léthargie consécutive à 40 années de règne, le combat est cette fois plus compliqué. Pour cause, Le FPI de GBAGBO met fin à son alliance avec le RDR et rejoint le camp du *et*¹⁸. Pour les tenants de cette thèse, il faut se mobiliser pour que la Côte d'Ivoire soit dirigée par des Ivoiriens. Déjà, les premiers slogans et les prémisses de l'*ère patriotique* sont visibles de même que les leaders et animateurs de la future *galaxie patriotique*. GENEVIÈVE GREBE, future patronne des femmes patriotes fait ses premières armes. Elle tisse un réseau d'ONG pour défendre la cause du *et*. LAURENT DONA FOLOGO, président par intérim du PDCI-RDA, future caution morale de l'Alliance pour le sursaut national défend le *et*. BLE GOUDE, sorti vainqueur de la « guerre des machettes » conserve la tête de la FESCI, le puissant syndicat étudiant, au détriment de la faction *alassaniste*. Il penche aussi en faveur du *et*. C'est finalement le *et* qui l'emporte. La constitution est approuvée car même le RDR n'ose pas voter *non*. Cela n'empêche pas son leader d'être écarté pour *nationalité douteuse*¹⁹. Le PDCI est aussi écarté de la compétition qui se résume à un duel entre GUEÏ contre GBAGBO. Ce dernier remporte l'élection mais est porté au pouvoir par une double pression de la rue et de certaines unités militaires qui font barrage au hold-up électoral du général²⁰. A peine avoir ôté de son chemin GUEÏ que GBAGBO doit faire face aux partisans de OUATTARA qui, à leur tour occupent la rue pour réclamer un nouveau scrutin incluant toutes les sensibilités

14- (J-P) DOZON, « la Côte d'Ivoire au péril de l'ivoirité » in *Afrique contemporaine*, n°193, 1^{er} trimestre 2000.

15- (C) BOUQUET, *Op. Cit.*

16- (B) DANIGO, *Côte d'Ivoire, les lambeaux de la République*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2005, p.84
17- Ibid. p.94

18- (T) HOFNUNG, *op. cit.* p.41

19- (M) LIDA KOUASSI, *op. cit.* p.141-145

20- Ibid. p.147-157

politiques. Il s'en suit des affrontements sanglants²¹. Le scrutin législatif de décembre ne fait que saler un peu plus l'addition. La candidature de OUATTARA est, une fois de plus, rejetée. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, la rue redevient le théâtre d'empoignades meurtrières²². Arrive le forum pour la réconciliation nationale organisé en 2001 qui facilite la délivrance d'un certificat de nationalité ivoirienne à OUATTARA et de fait, détend l'atmosphère. Mais, les blessures ne sont pas cicatrisées ni à l'intérieur, ni avec certains voisins qui, en s'immisçant régulièrement dans ces questions ont fini par détériorer leurs relations avec la Côte d'Ivoire.

1-3. Des relations tendues avec les voisins sahéliens et mitigées avec la France.

Du fait de l'important contingent d'ouest-africains en Côte d'Ivoire, ses voisins suivent avec une attention particulière l'évolution de sa situation. De même, la France, puissance coloniale et premier partenaire ne peut se contenter du statut de simple spectateur. Ainsi, chacun des actes de la pièce ivoirienne suscite réactions et commentaires qui ne sont pas toujours faits pour raffermir les relations. La promotion de l'ivoirité, par exemple, envenime les rapports de la Côte d'Ivoire avec l'extérieur. Alors que son concepteur défend un moyen d'unir les Ivoiriens autour de leur patrimoine culturel, ses voisins sahéliens n'y voient que la manifestation de la xénophobie organisée au sommet de l'Etat.

La transition militaire est elle aussi riche en accrochages. L'invalidation de la candidature de OUATTARA au scrutin d'octobre 2000 suscite le tollé. En réaction, COMPAORE rédige un courrier attestant que OUATTARA n'est pas Burkinabé. En janvier 2001, Issouf OUEDRAOGO, chef de la diplomatie burkinabé déclare: « nous, nous savons que selon nos lois et la loi fondamentale, selon le code des personnes et de la famille, Alassane Dramane Ouattara n'est pas Burkinabé. »²³. Auparavant, Charles JOSSELIN, ministre français de la coopération a conditionné l'aide française à un scrutin ouvert à toutes les sensibilités.

Face à ses déclarations, la junte reste ferme en recommandant aux différents intervenants de se garder de s'immiscer dans les affaires ivoiriennes. Mais au-delà des réactions officielles, c'est tout un réseau d'organisations qui est monté pour protester contre ses ingérences et démontrer l'amour des Ivoiriens pour leur pays. Face aux menaces de JOSSELIN, une levée de fonds est organisée. Les germes de *la mobilisation patriotique* sont déjà en place.

L'élection de GBAGBO ne fait pas baisser la tension. Loin s'en faut. La plupart des pays de l'Afrique de l'ouest appelant – comme les partisans de OUATTARA – à une reprise des élections, ne font que s'attirer la colère du camp GBAGBO. En effet, en plus de l'important réseau de défenseur du *et*, GBAGBO peut s'appuyer sur les militants du FPI et plusieurs centrales syndicales dont la FESCI et DIGNITE. Même si quelques semaines plus tard, la légalité du régime GBAGBO est reconnue, la tension reste électrique. D'une part, les déserteurs de l'armée ivoirienne bénéficient de la protection de Ouagadougou dans leur projet de déstabilisation et de l'autre, l'«armée

21- (J) TCHERO, *Cultures et rapports de force entre les peuples dans l'histoire*. Paris, l'hamattan, 2009, p.33

22- (B) DANIGO, *op. cit.* p. 105-107

23- L'*Inter* du 19 janvier 2001.

du et» et la machine du FPI se tiennent prêt à se mobiliser pour leur leader. C'est dans ce climat qu'intervient l'attaque de septembre 2002. GBAGBO comprend dès lors que la faiblesse de son armée peut être en partie compensée par sa capacité de mobilisation.

2 . LA MOBILISATION PATRIOTIQUE DU DECLENCHEMENT DE LA GUERRE A L'ACCORD DE OUAGADOUGOU : ÊTRE PATRIOTE POUR PRESERVER SA TENDRE CÔTE D'IVOIRE DES VOISINS JALOUX ET DE LA FRANCE PREDATRICE

Au lendemain du 19 septembre, la conjoncture fait de la résistance populaire une arme de guerre pour les pro-Gbagbo. Avant d'évoquer les méthodes utilisées par les *patriotes* et leurs conséquences, analysons l'organisation du mouvement.

2-1. Comment s'organise la mobilisation patriotique ?

Lors de son allocution télévisée du 20 septembre 2002, GBAGBO dessine les contours de cette mobilisation : *«Dans quelques jours, j'inviterai d'ailleurs la population à un grand rassemblement pour montrer que les démocrates et les républicains sont debout»*²⁴. Il s'agit donc de rassembler le maximum de personnes pour démontrer la légitimité du pouvoir et la volonté des Ivoiriens de défendre leur pays. Dans cette optique, il définit le cœur de la mobilisation *«Parce que dans ce pays, il faut qu'une fois pour toutes, on sache qui est qui, qui fait quoi. Ceux qui sont pour la démocratie et la République et que de l'autre côté, ceux qui sont contre la République et la démocratie et que la bataille s'engage (...) l'heure du patriotisme a sonné. L'heure du courage a sonné, l'heure de la mobilisation a sonné»*²⁵. Pour Gbagbo, en faisant le lien entre le patriotisme, le courage et la bataille, il élargit de la sorte la base de ses soutiens internes.

En effet, GBAGBO sait pouvoir compter sur un acquis composé du réseau d'associations qui s'illustre depuis trois ans déjà par une formidable mobilisation au nom de l'amour de la Côte d'Ivoire et de la machine du FPI aguerrie aux manifestations de rue après plus de 10 ans d'opposition. Désormais, du fait de la guerre, il peut s'attirer la sympathie de nombreux Ivoiriens notamment ceux qui sont choqués par cette violence surtout quand il leur prêche tous ses efforts pour stabiliser le pays : *«le 26 octobre quand je prêtai serment, ce pays était à -2.3% de croissance économique (...) nous allons atteindre 3% pour rechercher 5 à 6% en 2003 (...) nous avons tout fait pour rétablir la paix, la sécurité et la démocratie (...) or contre notre bonne volonté, on engage la guerre»*²⁶. En outre, les moyens de l'Etat sont réquisitionnés, les transports publics facilitent les déplacements, les médias d'Etat font la promotion des différentes manifestations et assurent la propagation des messages patriotiques.

Dans ce contexte, plusieurs mouvements voient le jour mais le plus important est l'Alliance des Jeunes Patriotes pour le Sursaut National. Ce mouvement initié par TAPE Koulou, fondateur du quotidien *le National*, en première ligne de la lutte anti-Ouattara, est dirigé par BLE GOUDE, ancien patron de la FESCI. Il met en place le

24- (L) GBAGBO, *art. cit.*

25- Ibid.

26- Ibid.

Congrès des Jeunes Patriotes (COJEP) qui devient l'épine dorsale du mouvement patriotique²⁷. Il parvient à fusionner plusieurs groupes et est à la manœuvre pour l'organisation du premier grand rassemblement patriotique qui se tient à la place de la république d'Abidjan le 2 octobre 2002. La démonstration de force est impressionnante. Des centaines de milliers de personnes se mobilisent ce jour-là au son de refrains nationalistes. L'*Alliance* se structure et des sections du COJEP sont installées dans toutes les contrées de la Côte d'Ivoire relayant les mots d'ordre du « Général » BLE GOUDE. Au sein de l'*Alliance*, il faut noter la présence d'anciens responsables de la FESCI qui règne en maîtresse incontestée sur les universités. En outre, il y a Richard DAKOURI, président de *La Sorbonne*, espace de débat né en 1990 en plein cœur d'Abidjan qui s'est radicalisé au fil de la crise. Le modèle de *La Sorbonne* est repris dans tous les quartiers d'Abidjan et des grandes villes sous les noms d'*Agoras* et de *Parlements*. Ces espaces deviennent des relais importants où toutes les fins d'après-midi, on vient entendre l'évangile du patriotisme²⁸. Au-delà de ces jeunes assimilés par De VILLEPIN à des désœuvrés à la solde de GBAGBO, le mouvement gagne du terrain chez les femmes, dont le leader est GREBE, autre championne de la lutte pour le *et*, chez les paysans, dans toute la société ivoirienne et même chez les intellectuels qui publient articles et ouvrages dédiés au culte de la patrie et à la condamnation virulente des pays étrangers. Ces publications sont symbolisées par le livre du Pr KOULIBALY²⁹ intitulé *La guerre de la France contre la Côte d'Ivoire*. C'est fort de cela, que BLE GOUDE porte le pseudo de « Général de la rue » comme pour rappeler sa capacité à la faire parler. Le mécanisme ainsi mis en place devient l'ultime protecteur du régime et concentre ses invectives sur les pays sahéliens, Burkina Faso entête, avant de basculer dans une farouche campagne anti-française.

2-2. Soutenir les institutions incarnées par GBAGBO et vilipender les parrains ouest-africains de la rébellion

Dès le début du conflit, les organisations ayant soutenu GBAGBO dans sa conquête du pouvoir sont activées. Ainsi, le 20 septembre, à l'appel de BLE GOUDE, c'est une marrée humaine qui prend d'assaut l'aéroport d'Abidjan pour accueillir le président à son retour forcé d'Italie³⁰. L'objectif est clair, montrer que la légalité constitutionnelle est soutenue. Les discours patriotiques s'inscrivent dans cette ligne : « *ce n'est pas l'individu GBAGBO que nous défendons, mais c'est la Côte d'Ivoire* », ce message du « Général » BLE est repris en boucle par toute la « galaxie patriotique ». La mission est de gagner tous ceux qui aiment la Côte d'Ivoire sans pour autant être partisan de GBAGBO. Pour mieux faire passer le message, un spot de la RTI (Radio Télévision Ivoirienne) recommande d'arborer fièrement le drapeau ou un symbole aux couleurs ivoiriennes. Ceci devient une exigence pour tous les meetings patriotiques. Cet amour de la nation trouve tout son sens quand celle-ci est victime de sa générosité. La

27- (R) BANEGAS, « la politique du « Gbonhi ». Mobilisations patriotiques, violence milicienne et carrières militantes en Côte d'Ivoire » in *Genèses*, juin 2010.

28- (J) ATCHOUA, « Discours politique et dynamiques de communication dans les espaces publics ivoiriens. L'exemple des « agoras et parlements » et des « grins » des quartiers populaires d'Abidjan ». Thèse en communication, Université HOUPHOUËT-BOIGNY d'Abidjan.

29- Le Pr KOULIBALY est à l'époque le président de l'Assemblée Nationale, il fait partie avec la 1^{ère} dame Simone GBAGBO et le président du conseil économique et social FOLOGO des hommes politiques en première ligne du combat patriotique.

30- (M) LIDA KOUASSI, *Op. Cit.* p.227

suite logique est toute trouvée dans le soutien et la connivence entre certains pays sahéliens et les rebelles ivoiriens.

En effet, pour GBAGBO et *les patriotes*, l'ennemi de la Côte d'Ivoire est clairement le Burkina Faso et à un degré moindre, certains pays comme le Sénégal et le Mali. Les soupçons ivoiriens sont confirmés le 27 septembre lorsqu'enfin une voix s'élève pour revendiquer la rébellion ivoirienne. C'est celle de l'adjudant TUO FOZIE, l'un des réfugiés ivoiriens au Burkina. En effet, *les rebelles ont trouvé un asile douillet au Burkina, (...) ils s'y sont entraînés durant de longs mois au vu et au su de tous*³¹. Les déclarations de COMPAORE apportent de l'eau au moulin *des patriotes*. Le voilà analysant les causes du conflit ivoirien: «*vous ne pouvez pas proclamer l'ivoirité c'est-à-dire diviser les gens en citoyens de première et second classe, développer la xénophobie et ajouter à tout cela des élections imparfaites sans fragiliser le pays*»³². Un peu plus tard, il compare GBAGBO à Milosevic et *(le) menace, à ce titre, des foudres de la CPI*³³.

Pour *les patriotes*, l'indignation est à son comble. Le discours est celui de la victimisation pour raffermir l'élan patriotique autour de GBAGBO. Il s'agit de s'offusquer de la méchanceté et de la jalousie des voisins qui s'attaquent à la Côte d'Ivoire alors qu'elle leur ouvre le bras. Ils rappellent qu'à peu près le tiers de la population de Côte d'Ivoire est constitué d'étrangers. Ils invitent d'ailleurs, les organisations de ressortissants étrangers à manifester à leurs côtés pour soutenir les institutions et dénoncer les dérives de leurs présidents.

Dopés par le succès de leur campagne de mobilisation, les leaders patriotiques ne quittent plus cet argumentaire, mieux, ils s'en servent pour demander un peu plus. Ils ne se limitent plus à une simple démonstration de force, mais le mouvement apporte un soutien concret tant financier, matériel qu'humain au combat pour l'intégrité territoriale. Des collectes de fonds sont organisées. Un appel à la mobilisation en vue de l'enrôlement des jeunes dans l'armée est lancé. Le succès est tel que l'état-major des FANCI refuse des hommes. Puis, des milices et des groupes d'auto-défense se constituent en marge du mouvement patriotique pour apporter un soutien aux FANCI sur différents fronts et assurer une sorte de police politique à l'arrière. Evidemment, de graves excès sont à déplorer. Plusieurs opposants sont terrorisés et certains y laissent même leur vie. La xénophobie est décomplexée. Il arrive de voir sur certaines pancartes lors des manifestations des slogans dans le genre «*je suis xénophobe. Et après ?*». Ce serait déjà acceptable si les réactions ne s'arrêtaient qu'à ça. Hélas, en dépit des appels répétés des leaders à la retenue, de nombreux étrangers sont victimes d'agressions et de meurtres. C'est par centaines de milliers que des burkinabés, maliens et sénégalais rejoignent de force leurs pays.

Malgré tout, la mobilisation patriotique a contribué à maintenir GBAGBO au pouvoir, le front militaire se stabilise laissant place à des négociations. Elles sont un autre cadre de *démonstration patriotique* avec un adversaire supplémentaire : la France.

31- (T) HOFNUNG, *op. cit.* p.57

32- Interview de Blaise Compaoré dans le monde daté du 29 octobre 2002

33- Le parisien du 21 janvier 2003.

2-3. Des accords de Marcoussis à l'accord de Ouagadougou : la galaxie patriotique, un acteur indirect des négociations politiques et le fer de lance du sentiment anti-français.

Pour résoudre la crise, des négociations sont entamées sous la houlette de la CEDEAO. Elles permettent la signature d'une cessation des hostilités le 17 octobre puis des pourparlers à Lomé à partir du 30. Elles ne suffisent pourtant pas à dénouer la crise. Pire, la situation devient chaotique³⁴. Cette impasse amène la France à prendre le devant de la scène. En effet, De VILLEPIN, le chef de la diplomatie française multiplie les voyages en Côte d'Ivoire et obtient la reprise des discussions en France. Cette implication du ministre français est vue d'un mauvais œil, faisant de lui la principale cible des *patriotes*. En fait, au déclenchement de la guerre, les premières demandes de GBAGBO à la France semblent être satisfaites. L'Armée ivoirienne bénéficie du soutien logistique français. De plus, la France accepte la mission d'interposition que lui demande d'assurer le président ivoirien. Le premier couac intervient à la fin du mois de septembre, lorsque la Côte d'Ivoire demande l'activation de l'accord de défense. La France rejette la demande arguant que c'est un conflit purement ivoirien. Et pourtant, *Laurent a longuement insisté, démontrant que la plupart des assaillants étaient des étrangers venus de pays africains voisins ; que les rebelles ivoiriens eux-mêmes avaient été entraînés sur le sol du Faso voisin*,³⁵ mais rien n'y fit. La pilule est dure à avaler, GBAGBO affirme dans les colonnes de l'express que «*la France n'appuie de façon claire, comme nous étions en droit de l'attendre, la légitimité et l'ordre constitutionnel*»³⁶. En plus, OUATTARA, l'homme que les *patriotes* considèrent comme le parrain de la rébellion est réfugié chez l'ambassadeur de France. Dès lors, la France devient l'ennemi numéro 1 des *patriotes*. Il faut la combattre. Dans cette mission, les arguments développés sont encore plus séduisants. Au-delà de l'amour de la Côte d'Ivoire, c'est désormais l'affirmation de la souveraineté et de l'indépendance totale du pays et plus globalement de l'Afrique dont il s'agit. BLE GOUDE développe cette thèse sur les antennes de la RTI «*le problème est simple, avec la mort d'HOUPHOUËT, de BONGO et d'EYADEMA, la France cherche comment continuer de nous dominer, d'exploiter nos richesses. Sachant que la colonisation telle que pratiquée par le passé ne peut plus se poursuivre, elle essaie maintenant par des rébellions qui vont installer ses suppôts au pouvoir en Afrique*»³⁷. Cependant, dans leur souci de ratisser large, les *patriotes* inscrivent leur lutte dans le prolongement de celle des prédécesseurs. «*Ne pensez pas que les HOUPHOUËT ont trahi, ils ont lutté avec leurs moyens pour nous donner l'indépendance politique en nous confiant la mission de l'indépendance économique, celle où nous pourrions vendre nos ressources aux partenaires de notre choix sans le dictat de la France. C'est la lutte qui se poursuit* »³⁸. Chauffés à blanc, animés par la volonté de libérer leur pays du joug colonial, des milliers d'Ivoiriens sont prêts à manifester. Quoi de mieux que de s'en prendre aux symboles de la France pour le faire ? Au mois de novembre, l'ambassade de France et la base du 43^{ème} BIMA sont le lieu de violentes manifestations. Cette tension n'ébranle pas le volontarisme de la France. Au forceps, De VILLEPIN obtient

34- (C) BOUQUET, *op. cit.* 98-103

35- (S) EHIVET GBAGBO, *op. cit.* p.333

36- L'Express du 24 octobre 2002

37- Intervention de Blé Goudé à l'émission « Raison d'Etat » de la RTI, le 12 février 2011

38- Discussion avec le « Général Abobo » ancien SG de la FESCI FLASH

la participation des belligérants à une table ronde à Marcoussis. Au bout de 9 jours de négociation, on aboutit le 24 janvier 2003 à la signature de l'accord de Marcoussis. Cet accord dépouille le président de certaines de ses prérogatives constitutionnelles au profit d'un premier ministre à la tête d'un gouvernement de réconciliation nationale dans lequel les rebelles doivent détenir les ministères de l'intérieur et de la défense. Pour les patriotes, cet accord viole la constitution mais surtout *humilie GBAGBO en le reléguant au second plan* et confirme les velléités impérialistes de la France. Il n'en faut pas plus pour mettre Abidjan en branle. Le week-end des 25 et 26 janvier, les patriotes entendent faire comprendre qu'ils ne tolèrent pas une violation de la constitution. Cela dit, les manifestations deviennent violentes. Le centre culturel français d'Abidjan, l'ambassade et la base du 43^{ème} BIMA sont pris pour cible. Les multinationales françaises sont pillées de même que les particuliers. Les *patriotes* empêchent l'atterrissage du Seydou DIARRA, le premier ministre issu des accords de Marcoussis, symbole de cette offense de la France. Quelques jours plus tard, un meeting plus calme et serein est organisé. C'est une gigantesque démonstration de force. A la tribune, les discours se suivent et se ressemblent. Ce sont des invitations à la résistance par amour du pays que l'on doit soustraire de la France impérialiste et de ses sbires incarnés par OUATTARA, COMPAORE et les rebelles. Face à la furia des *patriotes*, des modifications sont apportées à l'accord de Marcoussis : la nomenclature du gouvernement est réajustée, le premier ministre ne se contente que de ses pouvoirs limités, les textes de lois envisagés par Marcoussis respectent le processus légal en Côte d'Ivoire. Les *patriotes* viennent ainsi de révéler leur capacité à agir sur les décisions politiques quand elles sont jugées défavorables à GBAGBO. Cette nouvelle arme, le président ivoirien ne cessera jamais de l'utiliser. Désormais, c'est un classique, avant chaque importante négociation, *les patriotes* font monter la pression. Si les résultats ne sont pas escomptés, ils prennent la rue pour faire plier les décisions. Le discours est toujours le même : libérer le pays des mains des oppresseurs. C'est quasiment la routine, on a même l'impression que le mouvement patriotique est en perte de vitesse. Il faut attendre novembre 2004, pour revoir la galaxie patriotique en première ligne avec effervescence.

Suite à la répression sanglante d'une manifestation de l'opposition le 25 mars 2004, le processus de paix est dans l'impasse totale. GBAGBO décide alors de lancer une opération militaire visant la reconquête du nord. Le 4 novembre, c'est le début de l'opération *dignité*, les Sukhoï Su-25 nouvellement acquis par les FANCI occupent le ciel de Bouaké avant d'y larguer des obus³⁹. Ce défilé aérien est le quotidien des habitants du nord ivoirien jusqu'au 6 novembre. Ce jour-là, les avions de l'armée ivoirienne bombardent le détachement des forces françaises basées au Lycée Descartes de Bouaké. La réplique française ne se fait pas attendre. Toute la flotte des FANCI est détruite, Leurs DCA neutralisés. Le contingent ivoirien stationné à l'aéroport d'Abidjan est soumis tout comme l'infrastructure. Ne pouvant opposer de résistance militaire, GBAGBO active sa *machine patriotique*. La RTI, passant sous silence le bombardement du camp français, annonce la destruction de l'arsenal ivoirien par la France et ne cesse d'appeler à la mobilisation contre l'attaque de CHIRAC⁴⁰. Le «Général» BLE GOUDE apparaît au journal de 20 heures et fait la déclaration suivante : «*si vous êtes en train de manger, arrêtez-vous. Si vous dormez, réveillez-vous. Tous à*

39- (Y) DOUADY, *D'une guerre à l'autre. De la Côte d'Ivoire à l'Afghanistan*. Paris, Nimrod, 2012, p.63
40- Ibid. p.67

l'aéroport, au 43^{ème} BIMA. L'heure est venue de choisir entre mourir dans la honte ou mourir dans la dignité». Et voilà, les rues d'Abidjan et des principales villes du sud sont noires de monde. Les slogans véhiculés sont des appels à la sauvegarde de la patrie quand ils ne sont pas des diatribes contre la France. L'engouement est total et l'on ne peut éviter des débordements : dans certains quartiers, la contestation se mue en véritable «chasse aux blancs». La RTI continue de passer en boucle l'appel de BLE auxquels succèdent les nombreux témoignages d'indignation. Le lendemain, au journal de 13 h, elle sonne encore la mobilisation patriotique : «*après avoir cloué au sol les avions de combat des FANCI (...) l'armée française poursuit sa guerre contre la Côte d'Ivoire. (...) la France joue la diversion pour retarder les FANCI et essayer par la même occasion de capturer le président GBAGBO. Il revient donc aux Ivoiriens et à leur armée nationale de se mobiliser*»⁴¹. La fusillade de l'hôtel Ivoire le 8 novembre apporte de l'eau au moulin des *patriotes*. La RTI reprend les images parfois insoutenables accompagnées de commentaires dont celui-ci émanant de BLE : «*CHIRAC a donné l'ordre à son armée de tuer les Ivoiriens*»⁴². L'effervescence nationaliste atteint son paroxysme. Seule la médiation de M'BEKI, sous l'égide de l'Union Africaine (UA) parvient à faire retomber la pression. Pas pour longtemps puisque la volonté de mise sous tutelle de la Côte d'Ivoire en octobre 2005 provoque le courroux des *patriotes*⁴³. La nomination du gouvernement BANNY en fin 2005 ne fait pas avancer le processus de paix. Au contraire, moins d'un mois après sa nomination, BANNY est à l'épreuve des *patriotes*. Frustrés d'entendre le premier ministre mettre fin au mandat des députés, considérant cela comme une violation de la constitution, ils traitent BANNY d'agent de l'impérialisme à la solde de la France et de l'ONU. C'est d'ailleurs, la base des forces de l'ONU qui concentre la contestation. Pour sortir de l'impasse, GBAGBO, dans son adresse à la nation annonce la tenue d'un dialogue direct avec les rebelles sous l'égide de Blaise COMPAORE. Ce dialogue aboutit à la signature des accords de Ouagadougou le 4 mars 2007.

3. DE L'ACCORD DE OUAGADOUGOU À L'ARRESTATION DE LAURENT GBAGBO : LA MOBILISATION PATRIOTIQUE AU SERVICE DE LA REELECTION DU PRESIDENT

Les accords de Ouaga donnent un nouvel élan au processus de paix en Côte d'Ivoire. Ils accordent le poste de premier ministre au chef de la rébellion et prévoient l'organisation d'élections. Enfin, la Côte d'Ivoire semble aller à la paix. Cette nouvelle étape n'est pas sans l'implication active des *patriotes*.

3-1. Soutenir l'accord de Ouagadougou : le nouvel engagement des patriotes.

Pour une fois, un accord de paix obtient le soutien de la «galaxie patriotique». BLE livre au site sénégalais *senegaltv.se* la nouvelle forme de l'engagement des *patriotes* «*il faut que nous expliquons aux Ivoiriens la nécessité d'aller à la paix, main dans la main, avec nos frères des forces nouvelles*»⁴⁴. Dans cet esprit, un meeting

41- Ibid. p.89

42- Ibid. p.103

43- (R) BANEGAS, Côte d'Ivoire, les jeunes « se lèvent en hommes ». Anticolonialisme et ultranationalisme chez les jeunes patriotes d'Abidjan. *Etude du CERI*, Mai 2007.

44- Nom attribué à la rébellion ivoirienne depuis les accords de Marcoussis

pour la réconciliation nationale est organisé au complexe sportif de Yopougon le 21 avril 2007. Côte à côte, les leaders *patriotes*, la première dame, le porte-parole des forces nouvelles. Le « Général » y explique les raisons de son soutien aux accords de Ouagadougou « *Je dis que je soutiens les accords de Ouagadougou, parce que les accords de Ouagadougou ont redonné à la Côte d'Ivoire sa souveraineté. Pourquoi les accords de Ouagadougou ont redonné à la Côte d'Ivoire sa souveraineté ? Chers amis, Seydou Diarra, Premier ministre par la volonté de la France. Charles Konan Banny, Premier ministre par la volonté de la France. Soro Guillaume, Premier ministre par la volonté de Gbagbo (...)* En tout cas, chers amis journalistes, en ce qui nous concerne, dans notre affaire, y a pas eu affaire de ONU, y a pas eu affaire de France ; Gbagbo Laurent le président de Côte d'Ivoire et Soro Guillaume se sont assis, ils ont signé un document entre Ivoiriens, y a pas eu de tuteur. ». À l'analyse, on s'aperçoit que l'accord de Ouaga ne met pas fin au discours nationaliste et anti-impérialiste qui a tant fait recette. Cela dit, durant cet épisode de la crise, la mobilisation patriotique est légèrement en berne parce que, le climat de ni paix ni guerre le recommande. En plus, la persistance de certains problèmes sociaux et de scandales comme ceux des déchets toxiques ou les détournements dans la filière café-cacao ont déçu plusieurs *patriotes*. C'est aussi le cas, lorsque le sommet de la hiérarchie patriotique s'enrichit pendant que la masse reste dans la pauvreté⁴⁵. L'élection présidentielle, ultime étape de l'accord de Ouagadougou vient remettre en selle le mouvement patriotique.

3-2. Soutenir le candidat de la Côte d'Ivoire contre les candidats de l'étranger

Après maints atermoiements les élections présidentielles ont lieu en octobre 2010. Le président sortant doit faire face à plusieurs candidats dont BEDIE et OUATTARA, les deux poids lourds de l'opposition qui, depuis 2005 se sont souvenus de leur passé commun d'«houphouetistes» pour créer une coalition. Pour le camp GBAGBO, la campagne est synonyme de la réactivation du réseau patriotique. Les leaders sont en première ligne : BLE est nommé le directeur de campagne auprès des jeunes et GREBE auprès des femmes. Le discours patriotique ressort des placards. Il faut opposer GBAGBO, celui qui se bat pour l'indépendance totale de la Côte d'Ivoire aux deux candidats houphouetistes, simples marionnettes de la France. BLE, dans son fief de Yopougon s'adonne à cet exercice : «*Quand on aime son pays, on ne le fuit pas même dans les moments difficiles. Lors du coup d'Etat, Bédié a fui. Au début de la guerre, Alassane a fui. Gbagbo, lui est revenu auprès de son peuple en 2002, il est prêt à mourir pour son pays*». Sur l'une des affiches de campagne, il est mentionné «*votez GBAGBO, le candidat 100% Côte d'Ivoire*». L'élimination de BEDIE au premier tour offre un duel GBAGBO-OUATTARA au second. Ce dernier peut compter sur le soutien de la coalition houphouetiste. Pour faire barrage à cette union et ramener dans son escarcelle les votants de Bédié, le camp GBAGBO, *patriotes* en tête, durcit ses positions à relent nationaliste. Ils ressortent les épisodes de la «lutte des héritiers» et tous les arguments «ivoitriques» de BEDIE. Les meetings de campagne deviennent de véritables moments d'ultranationalisme dans lesquels OUATTARA est assimilé à la rébellion et tous ses crimes téléguidés par la France. Quand il affirme avec fierté être un ami de longue date de SARKOZY, les *patriotes* ne manquent pas d'en faire un vendu. Son parcours au FMI est synonyme d'envoyé des impérialistes. En face,

45 (R) BANEGAS, art. cit.

il y a GBAGBO, fils du terroir, amoureux de sa patrie qui plus est décidé à résister à la domination. Les *patriotes* doivent donc le soutenir. Et pourtant, cette débauche d'énergie n'a pas suffi à faire gagner le président. Refusant sa défaite, il entraîne la Côte d'Ivoire dans une crise post-électorale, dernière occasion pour les *patriotes* de s'illustrer, d'exalter le sentiment national.

3.3. Au nom de la souveraineté

La proclamation des résultats du second tour de l'élection présidentielle ivoirienne plonge le pays dans une crise sans précédent. GBAGBO refuse de reconnaître sa défaite, pourtant actée par la commission électorale puis l'ONU, au motif que, le conseil constitutionnel, seul organe habilité par la constitution à proclamer les résultats, le proclame vainqueur suite à l'annulation du scrutin dans les bastions de l'opposition. Face aux injonctions de la Communauté internationale qui exige son départ, il affirme lors de sa prestation de serment : «*je constate des ingérences intolérables (...) la souveraineté de mon pays, ça se négocie pas*»⁴⁶. Les grandes lignes de la mobilisation patriotique sont ainsi données. La méthode est la même : multiplier les meetings en zone gouvernementale, s'en prendre à l'ONU et à la France qui traitent avec peu d'égard la Côte d'Ivoire et ses institutions. Dans cette optique, BLE s'interroge devant ses militants : «*Pourquoi quand il y a une élection en Afrique, le président français se sent-il obligé de nous donner des leçons ? La Côte d'Ivoire n'est pas la sous-préfecture de la France*». Toutes les sanctions prises contre le régime GBAGBO sont interprétées comme des agressions qui ne doivent point entamer la détermination des Ivoiriens à défendre leur pays. La RTI assure la propagande en couvrant les meetings comme lors de ce reportage de MAMBO Abé au stade Champroux de Marcory «*mobilisation des Ivoiriens pour leur patrie depuis 8 ans, ils battent le pavé par des rassemblements pour prouver au monde leurs choix idéologiques*»⁴⁷. Voyant poindre l'affrontement armé à l'horizon, les *patriotes* envisagent dès mars 2011 d'appeler à la mobilisation des jeunes pour se faire enrôler dans l'Armée. Malgré cela, ils doivent capituler et leur champion est arrêté le 11 avril 2011. Si l'arrestation de GBAGBO précédée quelques instants plutôt de la fuite de leur «Général» BLE GOUDE entament leur détermination et leurs actions, elle ne tue pas l'arbre patriotique et nationaliste qui n'a cessé de croître en eux depuis près d'une décennie. Bien au contraire, l'implication active de la force *licorne* et de l'ONUCI achèvent de les convaincre qu'ils sont victimes de la machination impérialiste. La réaction de BLE à l'arrestation de son mentor est assez révélatrice : «*cela me rappelle Lumumba qui a été arrêté par les belges livré aux forces de Tchombé et Mubutu, alors les forces françaises ont arrêté Gbagbo Laurent et l'ont livré aux forces de Ouattara (...) je demande aux Africains de retenir cette date du 11 avril 2011 (...) le président français avait à punir un nègre qui ne voulait pas plier devant le maître blanc*»⁴⁸. L'appel est bien reçu chez les patriotes et la référence à Lumumba, est appuyée par la position de plusieurs intellectuels africains comme peut le témoigner l'ouvrage de Charles ONANA, *Côte d'Ivoire : le coup d'Etat préfacé* par Thabo M'BEKI.

46 Discours de L. GBAGBO lors de son investiture

47 JT de 20 h de la RTI du 12 février 2011

48 Interview sur I-télé le 11 avril 2011

Au total, si Laurent GBAGBO est demeuré une décennie à la tête de la Côte d'Ivoire, c'est en partie grâce à la « galaxie patriotique ». Structurée, hiérarchisée malgré quelques divergences et une multitude de sous-groupes, elle est parvenue, sous la houlette de BLE GOUDE, à sonner la mobilisation en faveur de GBAGBO en articulant son discours autour de l'amour de la nation, la recherche d'une vraie indépendance et la lutte contre l'impérialisme. Certes, GBAGBO a perdu le pouvoir. Pire, les images de son arrestation frisent l'humiliation et bien de gens le considèrent comme un dictateur auteur de crimes contre l'humanité. Mais, la « décennie patriotique » a su faire de lui, auprès de ses partisans et de la plupart des sympathisants et intellectuels africains de gauche, un modèle de résistance, une victime du néo-colonialisme.

BIBLIOGRAPHIE

- 1- ASSOUANGA (L), *La question des étrangers dans les relations entre la Côte d'Ivoire et les pays de l'Afrique de l'Ouest*. Thèse de doctorat d'histoire. Université Félix Houphouët-Boigny, 2012.
- 2- ATCHOUA (J), *Discours politique et dynamiques de communication dans les espaces publics ivoiriens. L'exemple des « agoras et parlements » et des « grins » des quartiers populaires d'Abidjan*. Thèse en communication, Université HOU-PHOUËT-BOIGNY d'Abidjan
- 3- DANIGO (B), *Côte d'Ivoire, les lambeaux de la République*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2005.
- 4- DOUADY, *D'une guerre à l'autre. De la Côte d'Ivoire à l'Afghanistan*. Paris, Nimrod, 2012.
- 5- EHIVET GBAGBO (S), *Paroles d'honneur*, Paris, Ramsay, 2007.
- 6- HOFNUNG (T), *La crise en Côte d'Ivoire, dix clés pour comprendre*, Paris, La découverte, 2009.
- 7- KADET, *La politique de défense et de sécurité de la Côte d'Ivoire*, Paris, l'Harmattan, 2012, p.56
- 8- LIDA KOUASSI (M), *Témoignage sur la crise ivoirienne*, Paris, l'Harmattan, 2010,
- 9- ONONANA (C), *Côte d'Ivoire, le coup d'Etat*, Paris, Dubois, 2012.
- 10- (J) TCHERO, *Cultures et rapports de force entre les peuples dans l'histoire*. Paris, l'harmattan, 2009.